

Compte administratif (CA) 2016

Maîtrise des dépenses récurrentes,
autofinancement élevé, très faible endettement...

**Après 27 années de présidence,
Philippe ADNOT laisse à son successeur
un Département bien géré,
en bonne santé financière,
capable de faire face à un important
programme d'investissements
(69 millions d'euros sur 2018 et 2019)**

Pour preuve, ce bilan de l'année 2016 qui :

- affiche un résultat positif en cohérence avec les engagements du Département,
- couronne ses efforts de maîtrise des dépenses,
- lui donne toutes les marges de manœuvre nécessaires pour continuer à remplir son rôle d'acteur majeur pour le développement du territoire.

Le résultat comptable, élevé, s'inscrit dans la continuité de l'année précédente, qui avait constaté des recettes exceptionnelles.

Il convient donc de l'appréhender avec prudence compte tenu, par ailleurs, de :

- la hausse des dépenses sociales,
- la baisse continue des dotations de l'État.

Contact presse :

Département de l'Aube

Alexandra B.-Trubat, chargée de communication

Tel. : 03 25 42 50 81 alexandra.briquet-trubat@aubep.fr

Le Compte administratif 2016 du Département

Rapport bleu page 1 et 7

Reflet exact de l'activité de l'année passée, le compte administratif 2016 comptabilise :

- **317 M€ de dépenses totales** (-9,7 % par rapport à 2015),
- **350 M€ de recettes totales** (-5,7 % par rapport à 2015).

D'où un **solde brut de 33 M€** qui, additionné à l'excédent 2015 (46,33 M€), conduit à un **excédent global de 79,4 M€**.

Ce résultat, particulièrement bon, est toutefois à appréhender avec prudence, car il provient d'éléments exceptionnels :

- la reprise des résultats antérieurs de 46,3 M€,
- la réalisation d'un prêt de 11 millions d'euros pour le financement des futurs investissements déjà votés
- les effets du plan de maîtrise de l'autofinancement, et notamment sur les charges à caractère général (-5,1 M€) et les frais d'hébergement (-2,24 M€)
- les investissements encore au stade d'étude

Cet **excédent permettra de financer des investissements pluriannuels** en autorisations de programme déjà votés ou proposés au projet de budget supplémentaire 2017.

Sur les seules années 2018 et 2019, ce programme d'investissement s'élève à 69,2 M€ de crédits de paiement à venir :

- la vélovoie du Lac d'Orient (1,1 M€)
- la subvention de la caserne du SDIS (2,6 M€)
- le collège Langevin à Romilly-sur-Seine (4,1 M€)
- le collège d'Ervy-le-Châtel (4,6 M€)
- l'ESTP (1,4 M€)
- la cité du Vitrail (10,2 M€)
- le village touristique à Mesnil-Saint-Père (3,7 M€)
- l'électrification de la ligne 4 (11,6 M€)
- le plan Très haut débit (22,1 M€)
- les aides aux communes (équipements sportifs, socio-éducatifs et patrimoine) : 3,9 M€

Les indicateurs encourageant du CA 2016

► **une maîtrise des dépenses de fonctionnement courantes :**

-7,4 M€

Cette maîtrise résulte notamment d'une diminution de 14% des charges à caractère générale et d'une stabilisation de la masse salariale à + 0,3%.

► **un ralentissement (temporaire) de la dynamique des dépenses sociales :**

+ 1,6 M€ entre 2015 et 2016 (contre + 10 M€ par an en moyenne entre 2010 et 2014).

La baisse des frais de séjour et d'hébergement (-2,2 M€) ne parvient toutefois pas à compenser la hausse des AIS, allocations individuelles de solidarité (+3,8 M€ soit + 4,7%).

► **une capacité de financement d'investissement élevé (46,3 M€)** liée à la bonne tenue des principaux postes de recettes :

- poursuite de la progression du produit de DMTO (droits de mutation) : +1,9 M€
- hausse du produit des impositions directes par la seule dynamique des bases : +2,4 M€
- dotation CNSA au titre de la loi vieillissement : +2,5 M€

► **un niveau d'endettement très faible : 61 M€**, soit un stock de dette par habitant qui s'élève à 199 € contre 544 € en moyenne dans des départements de population équivalente (entre 250 000 et 500 000 habitants).

Pour purger la dette du Département, il suffit aujourd'hui de 1,3 année d'autofinancement (moyenne nationale : 4,3 ans).

► **un niveau d'investissement (hors remboursement de la dette) de 33 M€, cohérent avec l'état d'avancement des opérations dont la plupart sont encore en phase d'études.**